Édition de lecture | 2026-11-20

IA pratique pour les services financiers — Conformité réglementaire

Harbour Think Tank, Caribbean AI Association, under the leadership of Adrian Dunkley | 2026-11-11

Édition de lecture abrégée du document préparé par le Harbour Think Tank de la Caribbean AI Association sous la direction d’Adrian Dunkley. Elle reprend la révision du 11 novembre 2026, les dix propositions et les limites d’intervention.

Édition de lecture abrégée du document préparé par le Harbour Think Tank de la Caribbean AI Association sous la direction d’Adrian Dunkley. Elle reprend la révision du 11 novembre 2026, les dix propositions et les limites d’intervention.

Qui décide

La conformité d’un établissement financier exige de conserver conditions, exceptions et preuves défavorables. Les spécialistes habilités statuent sur obligations, alertes, sanctions et déclarations officielles.

Dix usages et leurs contrôles

01. Obligations. Extraire du texte officiel l’acteur, l’action, la condition et les exceptions. Juristes et conformité vérifient chaque ligne dans le passage intégral. Niveau 0.

02. Changements réglementaires. Comparer les versions, indiquer dates et passages touchés. Les spécialistes déterminent les conséquences. Niveau 1.

03. Preuves dans les politiques. Relier chaque exigence revue à une clause, un contrôle ou une lacune. Le responsable confirme le lien. Niveau 1.

04. Entraînement aux décisions. Transformer une procédure approuvée en exercice à choix. Un spécialiste valide réponses et critères avant la formation. Niveau 0.

05. Alertes sur les transactions. Établir la chronologie d’un dossier déjà ouvert. Garder les explications possibles. L’enquêteur détermine la suite. Niveau 0.

06. Vigilance clientèle. Utiliser la liste approuvée pour relever les pièces périmées, absentes ou incohérentes. Un réviseur vérifie documents et identité. Niveau 0.

07. Correspondances de sanctions. Organiser identifiants et données contradictoires d’une alerte existante. Le spécialiste détermine la correspondance et la suite. Niveau 0.

08. Réclamations. Classer les dossiers dépersonnalisés selon les catégories de conduite approuvées. Faire examiner les cas ambigus avant de présenter les tendances. Niveau 0.

09. Déclarations réglementaires. Vérifier champs, périodes, unités, calculs et accord avec les chiffres validés. Le signataire désigné examine et dépose la déclaration. Niveau 1.

10. Test de conformité. Organiser les preuves de l’échantillon approuvé en séparant règle et observation. L’évaluateur indépendant établit la conclusion. Niveau 0.

Préparer et valider un essai

Au niveau 0, l’assistant répond à une demande et une personne exécute chaque étape. Au niveau 1, il rassemble les éléments autorisés et prépare un brouillon. Il ne transmet aucun message et ne modifie aucun système. Consigner source, version de la consigne, autorisations, réviseur et critère d’arrêt.

Dans le tableau des obligations, conserver le verbe du texte et signaler les renvois absents. Tester des homonymes d’identifiants différents, des dossiers clos sans soupçon et une déclaration comportant une erreur d’unité. Un réviseur indépendant compte omissions et fausses alertes. Bloquer tout dépôt ou toute levée de restriction automatique.

Mesure et limites

Comparer des tâches équivalentes au processus courant. Consigner taille d’échantillon, temps de préparation, vérification et correction, défaillances importantes, autorisations et atteintes à la confidentialité. Inclure licence, intégration, formation, supervision et coût par exécution selon le cas. Les scores servent à choisir des essais. Le document ne rapporte aucun rendement mesuré dans un établissement. Le texte intégral présente consigne initiale, outils possibles, compétences et méthode pour chaque cas.

Références

[1] Caribbean AI Association. Think Tanks. Harbour: economy, work and enterprise. Accessed 26 October 2026.

[2] Bank of Jamaica. 2026. Guidance Notes on the Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism, Proliferation and Managing Related Risks. Jamaica Gazette Extraordinary, 17 June, No. 277; preliminary provisions, pages 915–917. Current and earlier editions listed at the official anti-money-laundering resource page, accessed 26 October 2026.

[3] Financial Services Commission, Jamaica. 2020. Market Conduct Guidelines for Securities Dealers, SR-GUID-20/01-0026, 31 January. Sections 3, 7, 8 and 14; effective 1 May 2020.

[4] Financial Action Task Force. International Standards on Combating Money Laundering and the Financing of Terrorism & Proliferation. Updated June 2026; Recommendations 6–7, 10, 15 and 20–21.

[5] Financial Action Task Force. 2021. Opportunities and Challenges of New Technologies for AML/CFT (anti-money laundering and countering terrorist financing). July; executive summary, sections 4.2–4.3.

[6] Office of the Information Commissioner, Jamaica. Data Protection Standards. Accessed 26 October 2026.

[7] Agent Skills. Agent Skills Overview. Accessed 10 November 2026.

Cette édition abrégée accompagne le texte intégral en anglais.

Édition en anglais (PDF)